

Pour juguler les déséquilibres et relancer la croissance

A en juger par certains indicateurs fondamentaux, l'économie marocaine peine à emprunter un sentier de croissance régulière accompagnée d'un relèvement du bien-être social. L'insuffisance de l'épargne, la baisse des transferts des résidents marocains à l'étranger, l'assèchement des liquidités, l'accentuation du rationnement du crédit bancaire, le creusement des déficits commercial et budgétaire et la baisse des recettes fiscales sont autant de symptômes de l'aggravation des déséquilibres internes et externes qui pèsent sur les performances macroéconomiques et sur le développement. De tels déséquilibres appellent des réponses à court terme qui passent par l'émission de signaux en vue de restaurer la confiance, de réduire les comportements d'attente des entreprises et de stimuler l'activité. De telles réponses doivent être accompagnées par la construction d'une stratégie d'investissement dans l'avenir qui accorde un rôle prépondérant aux services d'éducation et de santé, à la promotion de l'emploi à travers le soutien aux activités à fort potentiel de rattrapage de la croissance et à la lutte contre les inégalités sociales. Une telle stratégie est nécessaire au renforcement de l'efficacité économique et à l'extension des droits démocratiques et, partant, de la citoyenneté.

Mohamed Soual

(m.soual@ocpgroup.org)

De la nécessité de restaurer la confiance institutionnelle et de maîtriser les déficits

La restauration de la confiance passe par la formulation des dispositions législatives visant au renforcement des pouvoirs les plus étendus au Conseil de la concurrence (garantissant aux consommateurs des prix justes et des produits de qualité) et à l'Instance nationale de lutte contre la corruption et la moralisation de la vie publique (ICPC) pour préserver les gens (surtout les plus humbles et les plus faibles) contre la concussion et la prévarication. Cette instance doit se voir attribuer des prérogatives d'investigation et le pouvoir d'estimer en justice. Il s'agit de créer un déclic psychologique favorable

à la confiance. Les travaux de la commission travaillant sur la réforme de la justice doit à son tour envoyer des signaux forts pour rétablir la confiance en la justice et améliorer le climat des affaires. A cet égard, il serait bienvenu de promulguer une loi de finances rectificative en vue de décréter une amnistie fiscale totale et générale (à l'exception des cotisations sociales) sur un délai court. L'amnistie sera accordée contre le règlement de 3 % du chiffre d'affaires pour toutes les entreprises et de 15 % sur les montants dus ou objets de litige entre les personnes physiques et l'administration fiscale. Cette mesure doit concerner aussi bien les impôts directs et taxes assimilées que les droits de douane et impôts indirects et les droits d'enregistrement. Cette mesure serait de nature à rapporter de 12 à 15 milliards de dirhams. Il convient également de décréter une amnistie pénale et pécuniaire à toute personne qui rapatrierait toute ou une partie de ses avoirs placés à l'étranger en garantissant la confidentialité absolue des déclarations qui seront effectuées à cet effet pour en assurer l'efficacité. Dans ce cas, l'éthique de responsabilité l'emporterait sur l'éthique de conviction. Une telle mesure bien expliquée ramènerait au pays quelque 2 milliards de dollars. En 2007, la Banque des règlements internationaux (BRI) a identifié 12,5 milliards de dollars américains de mouvements de capitaux détenus par des Marocains, personnes morales ou physiques. Le Global Financial Integrity, think tank américain, calcule la moyenne annuelle des fuites de capitaux du Maroc à près de 1,3 milliard de dollars par an. Il convient dans ce sens d'en appeler au sens patriotique des détenteurs de capitaux pour aider à faire face à l'illiquidité du marché et au financement des entreprises et de l'économie nationale.

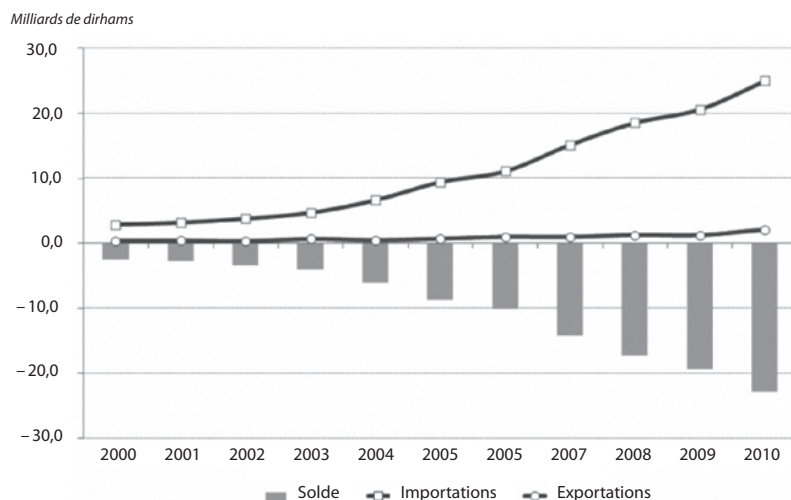
La restauration de la confiance est d'autant plus nécessaire que le décideur public est confronté à trois urgences : lutter contre le déficit de la balance des paiements, qui appelle la réduction du déficit commercial et celle du déficit budgétaire. Pour ce faire :

(i) En matière de gouvernance, il faut doter l'institution du chef du gouvernement d'un conseil d'analyse économique d'une dizaine de personnes sur le seul et exclusif critère de la compétence dûment reconnue. Ces personnes peuvent être quatre ou cinq économistes reconnus internationalement pour leurs travaux (y compris parmi la diaspora), deux ou trois hauts fonctionnaires à la compétence incontestable (auprès du ministère de l'Economie et des Finances, du Haut-Commissariat au Plan et de la Banque centrale) et quelques hauts cadres aguerris et issus des entreprises et établissements publics. Ce conseil n'aurait évidemment qu'un pouvoir d'émettre des avis consultatifs.

(ii) Sur le plan du déficit des transactions courantes, le déficit de la balance des paiements atteint le seuil intolérable de 10 % du PIB. Ce qui veut dire qu'une partie importante de la richesse produite (+ de 80 milliards de dirhams) est soustraite à la richesse nationale au profit de l'étranger et constitue, par conséquent, un manque à gagner pour l'économie nationale et provoque des tensions sur les liquidités du marché bancaire et sur les taux d'intérêt. Ce déficit est également responsable d'une insuffisance

pour le financement des biens publics (infrastructure et formation) nécessaires à l'émergence industrielle. A cette fin, il convient de procéder systématiquement à l'évaluation des accords de libre-échange. Il apparaît d'ores et déjà – et clairement – que notre pays est déficitaire avec toutes les zones concernées. Le ministère en charge du commerce extérieur et le ministère des Affaires étrangères doivent s'y atteler en vue d'équilibrer nos échanges. À titre d'exemple, le déficit commercial avec un pays comme la Chine atteint des sommets, comme l'illustre la figure suivante :

Balance commerciale Maroc vs Chine (2000-2010)



Source : À partir des données de l'Office des Changes.

Pour pouvoir équilibrer les échanges avec ce pays, il est nécessaire de :

- ériger des barrières non tarifaires (sanitaire, sécurité, normes techniques) pour endiguer le flot des importations ;

- accroître les exportations des produits à prix compétitifs (agricoles, engrais phosphatés, pêche, etc.) ;

- examiner la valeur du dirham. Bien entendu, on ne parle jamais de dévaluation avant de l'avoir décidé et appliqué. On ne peut anticiper une décision qui relève de la politique monétaire de l'État et de la Banque centrale. Comme le déficit commercial doit être compensé par un endettement en monnaie étrangère, son accentuation conjuguée au creusement du déficit budgétaire fait courir le risque d'une rupture de la dette, avec le spectre d'un retour aux politiques d'ajustement structurel que l'on a connues au début des années 80.

Bien entendu, il conviendrait d'assurer un atterrissage en douceur de manière à atténuer dans le temps les effets négatifs immédiats d'une dévaluation trop brusque (énergie, produits alimentaires et paiement de la

dette extérieure par un passage progressif du système de change fixe actuel au système de change flottant administré.

Face au déficit budgétaire et aux contraintes structurelles et rigides pesant sur la structure des dépenses publiques, deux variables d'ajustement sont préconisées :

(i) réduire le budget d'investissement – un artifice souvent utilisé pour maîtriser le déficit budgétaire, c'est d'ailleurs ce que vient d'annoncer le gouvernement par le gel de 15 milliards de dirhams ;

(ii) ou réduire le service de la dette. Or, plus le déficit est grand, plus l'État doit surpayer les prêteurs, surtout lorsque les agences de notation s'en mêlent. Réduire le service de la dette nécessite une gestion active de cette même dette par des stratégies de sa restructuration, en particulier la dette publique extérieure. Cette stratégie implique des opérations de rachat et d'échange de bons du Trésor, des swaps de taux d'intérêt et, quand c'est possible, la conversion des dettes en investissements publics et privés.

On constate à travers l'expérience internationale, depuis la crise financière internationale et la crise des dettes publiques, que les banques centrales interviennent massivement pour racheter les dettes des États ou prêtent aux banques commerciales à des taux bas qui les prêtent à leur tour aux États. Bank Al Maghrib peut donc mettre des lignes de crédit en faveur de la CDG (Caisse de dépôt et de gestion), à charge pour celle-ci de prêter au Trésor pour son refinancement pour faire face à la fois au risque d'un coût élevé au moment du renouvellement de la dette arrivant à échéance et à la contraction de l'offre des investisseurs en bons du Trésor. Cette opération peut s'effectuer à des taux très bas (1 à 1,5 %), et la CDG se contentera d'une commission d'intermédiation à quelques points de base (moins de 5).

Les opérations de dévaluation et d'accroissement de la masse monétaire peuvent engendrer un accroissement du taux d'inflation, mais un tel risque est bien plus préférable, pour les équilibres macro-économiques, que celui de la rupture des dettes, internes et surtout externes, qui peut porter atteinte à la gestion souveraine du pays.

Investissement dans l'avenir et construction d'une stratégie de promotion du bien-être social

A moyen et long terme, une vision du développement et des stratégies de mise en œuvre sont absolument nécessaires. Elles concernent au premier chef l'investissement dans le capital humain : aujourd'hui, cet impératif est la priorité des priorités. Le capital humain se construit par les connaissances, les qualifications et des comportements adéquats. C'est ce qui procure un rendement économique en augmentant à la fois les taux d'emploi et les revenus du travail. Ce capital agit sur l'amélioration de la santé (une forme de capital humain en soi), favorise l'instruction de la génération suivante et

amène à une plus grande participation à la vie civique. Cela va du préscolaire à l'enseignement post-obligatoire et à la formation continue. C'est l'unique garantie de l'amélioration des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire et de savoir-être. Cela nécessite des changements profonds, aussi bien dans les paradigmes et l'ordre des priorités nationales que dans les attitudes et les comportements des décideurs publics face à cet impératif. Il convient en priorité de réhabiliter l'école publique, rétablir la confiance et faire fonctionner l'ascenseur social. Le développement économique et la stabilité politique en dépendent. L'investissement en capital humain passe aussi par la recherche technique et scientifique, la culture de l'innovation et la maîtrise des langues étrangères.

Qui plus est, l'incompatibilité endémique demande-offre d'emploi et l'inadéquation des formations universitaires par rapport aux profils des postes d'emploi créés sont à l'origine des distorsions entre effectifs des diplômés du supérieur et créations d'emploi. Cette situation est d'autant plus paradoxale que le pays est davantage doté de force de travail que de capital. Il devient dès lors nécessaire si l'on veut résorber le chômage de réorienter la politique économique et sociale dans une autre direction. Le système éducatif doit s'adapter après que le modèle de développement économique et social ait été interrogé et revu. L'interaction entre les différentes questions abordées depuis le début de cet article est trop évidente pour laisser gérer cette dimension à la seule aune du taux de croissance. Notre modèle économique ne produit pas de corrélation mécanique entre évolution des recettes fiscales et évolution de l'emploi. Dans ce sens, certaines mesures semblent appropriées :

(i) Construire une offre de formation en faveur de 50 000 jeunes diplômés ou exclus de l'enseignement supérieur sans diplômes en concertation et en cogestion avec les représentants des entreprises sur tous les métiers où des déficits de qualification sont constatés ou pour des métiers nouveaux ou à venir. L'État doit consentir des bourses tout au long de ces formations. Aux entreprises d'organiser les formations en alternance. Un catalogue des métiers et des formations doit être édité, des formateurs préparés, même en puisant dans l'effectif des retraités et/ou dans les entreprises en ajustement d'effectifs. La coopération internationale (France, Allemagne et Canada) doit être sollicitée. Un dirham supplémentaire sur le prix du carburant ou du gaz butane y pourvoira largement. Bien expliquée, cette mesure ne manquera pas de convaincre.

(ii) Créer un régime spécifique d'auto-entrepreneur sous forme d'entreprise individuelle relevant de la couverture sociale (retraite, maladie et assurance professionnelle). Ces micro-entreprises peuvent rassembler tous les indépendants exerçant des métiers dans le bâtiment, la réparation automobile, l'alimentaire, l'artisanat et même l'agriculture. Ces auto-entrepreneurs ne réalisant un chiffre d'affaires en deçà d'un montant doivent être dispensés de la TVA et de l'IR mais être assujettis au paiement des

cotisations sociales selon des modalités à définir et un compartiment à créer au sein de la CNSS. Les métiers exercés peuvent même englober les emplois à domicile et les services à la personne. Bien menée et bien expliquée, cette mesure pourrait intégrer des dizaines de milliers de personnes dans les circuits formels et dans les champs de la couverture sociale. Ce régime doit également donner droit à une qualification ou à une validation d'acquis professionnels. Il faudrait juste veiller, d'une part, à simplifier les déclarations et le paiement des cotisations et, d'autre part, à organiser les mécanismes de sortie du régime soit au travers d'une absence d'activité prolongée ou d'un changement de dimension (taille et chiffre d'affaires).

Le ministère de l'Industrie, la formation professionnelle et les grandes entreprises nationales publiques et privées doivent faire de l'augmentation du taux d'intégration de l'industrie une priorité nationale absolue. C'est au niveau des industries des demi-produits, des intrants et des biens d'équipement que l'attention et l'énergie doivent être portées.

Et c'est à ce niveau que les concepts nouveaux comme les délocalisations, voire les colocalisations doivent trouver une application adéquate. Les métiers liés à la sous-traitance industrielle doivent également être appréhendés à cette aune-là.

Pour le financement, il conviendrait de réorienter les missions du Fonds Hassan II et de l'abonder par une partie des excédents produits par les caisses de retraites tout en harmonisant l'ensemble des mesures destinées aux PMI-PME de sorte à en faire, à terme, un fonds stratégique d'investissement industriel et d'infrastructures associées.

Il apparaît également nécessaire de lancer un très vaste chantier du logement locatif. C'est une aberration économique que de vouloir rendre chacun propriétaire de son logement. Là aussi, le financement ne devrait pas poser de problèmes si l'on destine les fonds de la caisse nationale d'épargne à cet effet.

Il convient simplement de mobiliser une partie du foncier du domaine privé de l'État, d'organiser la mixité sociale, d'aménager des zones d'activités et d'organiser un transport propre et efficient. Des incitations réglementaires et fiscales peuvent y amener une partie des réserves techniques des compagnies d'assurance et des caisses de retraites. Une loi-cadre viabilisant l'ensemble de l'opération pour rendre attractif et crédible un tel chantier est à créer.

En dépit de tous les efforts menés par le pays en termes de développement humain, la situation des populations dans le monde rural demeure préoccupante au vu des faibles scores en termes d'indices de développement humain. L'instruction publique, la santé, le désenclavement, l'organisation de la production agricole, agro-industrielle, pastorale, culturelle et artisanale autour de produits de terroir doit être totalement revue et repensée autour de concepts simples. A cet effet, il est impératif que l'école, l'hôpital, l'adduction d'eau et l'amenée d'électricité, les commerces – dont les marchés

hebdomadaires – et les services soient organisés autour de chefs-lieux viables et vivables. Il faut en finir avec ces pseudo-classes érigées en pseudo-annexes scolaires autour de regroupements n'excédant pas quelques familles. C'est fort coûteux et totalement inefficace, si l'on en juge par la déperdition scolaire, notamment pour les filles rurales. Une école structurée, un transport scolaire efficace, un logement pour le personnel pédagogique et administratif et, le cas échéant, un internat (comme *dar talib* et *dar taliba*), un *msid* du village normé, restructuré et contrôlé, tout pour permettre de servir de préscolaire de proximité aux enfants qui peuvent commencer à y apprendre à lire, écrire et compter. Alliées à des évaluations continues selon les standards internationaux (tests PISA), ces infrastructures participeront à l'élévation du niveau intellectuel et matériel des populations concernées de par le rôle central que jouent les établissements scolaires sur le plan économique, social et civique. Rien n'est plus urgent et plus pressant que cette tâche de portée nationale et civilisationnelle.

L'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant participe de ce souci d'élévation de la qualité et du niveau de vie des populations rurales. Il y a environ 1 300 communes rurales, et il est tout à fait possible sur dix ans de doter les communes qui en sont encore dépourvues d'un dispensaire où un médecin, deux infirmiers et/ou aides-soignants y seraient en permanence affectés. Ces centres de santé prendraient en charge les missions de prévention et de prophylaxie et veilleraient à la qualité de l'eau. Il faut admettre que la tendance lourde est à l'urbanisation des populations, aussi faudrait-il veiller à urbaniser progressivement nos campagnes plutôt que de subir la ruralisation rampante de nos villes. La lutte contre les inégalités sociales qui ne cessent de s'approfondir est une nécessité à la fois économique et sociale. Cette lutte appelle un partage plus équitable de la charge fiscale et un meilleur ciblage des transferts sociaux. Les salariés supportent une part dans l'impôt direct sur le revenu réel sans rapport avec leur part dans le revenu national brut. L'équilibrage des coûts des facteurs de production (travail, capital) en faveur de combinaisons propices à l'amélioration de la productivité et des revenus réels est un impératif non seulement d'équité sociale mais un facteur de performance économique.

La question du soutien des prix par les mécanismes de la Caisse de compensation doit être traitée à l'aune d'une politique sociale qui mettrait un mécanisme efficace économiquement et juste socialement en organisant progressivement des mécanismes de solidarité nationale par des transferts sociaux destinés à l'éducation des enfants, à l'aide au logement et à l'attention particulière à porter aux plus vulnérables. Ce n'est pas un mécanisme qui se décrète mais un édifice qui se construit patiemment.